



Fondation Scelles







Connaître, Comprendre, Combattre
l'Exploitation Sexuelle

Extrait du livre :

Fondation Scelles, Charpenel Y. (sous la direction), *Système prostitutionnel : Nouveaux défis, nouvelles réponses (5^{ème} rapport mondial)*, Paris, 2019.

© Fondation Scelles, 2019

VIETNAM

	POPULATION 95,5 millions		PIB PAR HABITANT 2 343,1 USD
	REGIME POLITIQUE Régime de parti unique		INDICE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN 115 ^e rang sur 187 pays
	INDICE D'INEGALITE DE GENRE 71 ^e rang sur 147 pays		INDICE DE PERCEPTION DE LA CORRUPTION 107 ^e rang sur 180 pays

L'Asie du Sud-Est figure parmi les régions les plus touchées par la traite des êtres humains, représentant un tiers des femmes et des enfants victimes dans le monde, selon Paul Priest, membre de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) (IRIN, 2 septembre 2016). Alors que le Vietnam recense davantage de victimes chaque année, le rapport 2018 du Département d'État sur la traite des êtres humains classe le Vietnam en catégorie 2 (Tier 2) pour la sixième année consécutive, soulignant ses efforts significatifs et la mise en place de mesures appropriées dans la lutte contre la traite et l'exploitation sexuelle bien qu'il ne réponde toujours pas pleinement aux normes minimales nécessaires à l'élimination de ces phénomènes (US Department of State, juin 2018). Ce classement est largement contesté par certaines ONG locales qui considèrent que très peu d'efforts de la part du gouvernement sont notables. Toutefois, le gouvernement vietnamien semble, depuis quelques années, mettre en

place des initiatives pour combattre la traite. C'est ainsi qu'en juillet 2016, il a organisé sa première Journée nationale contre la traite des personnes dans le but de sensibiliser le public à ce phénomène (IRIN, 2 septembre 2016). Le gouvernement a également annoncé une stratégie de lutte contre la traite des êtres humains pour la période 2016-2020, ce qui a marqué le point de départ d'une prise de conscience et d'actions de la part d'un pays qui voit son nombre de victimes d'exploitation sexuelle augmenter. Plus récemment, en janvier 2018, le Code pénal vietnamien a été amendé dans le but de compléter et renforcer la pénalisation de toute forme de traite. Cependant, alors que la prostitution reste largement répandue, il n'existe à ce jour aucune donnée officielle sur le nombre de victimes adultes et mineures, et le pays souffre d'un manque de coordination générale concernant la répression du phénomène et la protection des victimes, par faute de moyens financiers et matériels. Ainsi, l'OIM a encouragé le

gouvernement à faire davantage d'efforts, notamment et principalement en enquêtant et en publiant des données sérieuses concernant ce fléau et ses victimes dont le nombre continue d'augmenter alors que leur âge ne cesse de baisser (IRIN, 2 septembre 2016).

Face à cette situation, dont les progrès restent timides, la question qui persiste est de savoir pourquoi le Vietnam, pourtant doté d'un cadre légal assez complet, ne parvient pas à faire appliquer sa loi de manière effective en ce qui concerne la lutte pour la répression de la traite et de l'exploitation sexuelle ainsi que la protection des victimes.

En théorie, un arsenal juridique solide

Au Vietnam, la prostitution est illégale. Ainsi, tous les acteurs sont réprimés, que ce soit le client, le proxénète ou encore la personne prostituée qui encourt une amende. Jusqu'en 2017, le Vietnam disposait déjà d'un cadre législatif complet pour lutter contre la traite des êtres humains et les crimes sexuels, mais qui ne faisait explicitement référence qu'aux femmes, laissant ainsi un vide juridique autour des victimes masculines. L'année 2018 a été marquée par une avancée législative notable : la mise en lumière de la prostitution masculine. En effet, grâce à la révision du Code pénal vietnamien (No.100/2015QH13, 27 novembre 2015) et aux amendements entrés en vigueur en janvier 2018, la loi prend désormais en considération les personnes prostituées de sexes féminin et masculin (*East Asia*, 28 juin 2018). Ces révisions ont été possibles grâce à la mobilisation de la société civile qui a poussé les autorités publiques à réagir face à une lacune que personne ne considérait sérieusement mais qui était pourtant bien visible au Vietnam. Cette avancée considérable va enfin permettre aux services de police et aux procureurs de

poursuivre et punir les criminels exploitant de jeunes hommes. Ce pas en avant est également remarquable dans la mesure où il défie et bouscule véritablement les « attentes » sociales et les mentalités dans une société encore très sexiste et inégalitaire, en reconnaissant qu'un homme peut être victime d'exploitation sexuelle au même titre qu'une femme (*East Asia*, 28 juin 2018).

Par ailleurs et en ce qui concerne la prostitution des mineurs, la loi vietnamienne n'a toujours pas modifié ses dispositions, maintenant les contradictions entre la définition de l'enfant selon la Convention internationale relative aux droits de l'enfant et le Code civil vietnamien (No. 33-2005-QH11, 14 juin 2005), ces deux textes établissant l'âge de la majorité à 18 ans, alors que le Code pénal établit la majorité à 16 ans, laissant les mineurs âgés de 16 à 18 ans relever d'un statut équivalent à celui d'un adulte.

S'agissant de la poursuite des proxénètes, l'article 150 du Code pénal vietnamien prévoit que la traite à des fins d'exploitation sexuelle est punie d'une peine de cinq à dix ans d'emprisonnement et d'une amende de 20 à 100 millions VDN (752 à 3 760 EUR). Selon l'article 151, la traite d'enfants de moins de 16 ans à des fins d'exploitation sexuelle est punie d'une peine de 7 à 12 ans d'emprisonnement et d'une amende de 50 à 200 millions VDN (1 880 à 7 520 EUR).

Le gouvernement vietnamien semble par ailleurs s'engager de plus en plus dans la lutte contre la traite puisqu'en 2016, deux nouveaux Plans d'action nationaux ont été adoptés pour la période 2016-2020 : l'un sur la prévention et le contrôle de la prostitution et l'autre contre la traite. Le gouvernement a lancé en 2017 le Plan d'action national pour la mise en œuvre de l'agenda du développement durable de 2030, comprenant des engagements pour

mettre fin à la traite, à l'exploitation sexuelle et à toute forme de violence (ONU, 21 octobre 2015).

D'un point de vue international, le Vietnam est signataire de plusieurs conventions et accords bilatéraux relatifs à la lutte contre l'exploitation sexuelle. Depuis quelques années, le gouvernement continue de négocier et signer des traités bilatéraux avec ses pays voisins, le Cambodge, la Chine, le Laos, l'Australie, en matière de coopération transnationale pour lutter contre la traite ou en matière de procédures d'identification et de rapatriement des victimes.

Ce cadre juridique, qui paraît assez complet, semble bel et bien démontrer la volonté du gouvernement vietnamien de s'emparer de la problématique de la prostitution qui ne cesse d'augmenter et de s'étendre sur son territoire et à ses frontières.

En pratique, une application inefficace des textes

Pourtant, et comme le souligne le Département d'État américain dans son rapport de 2018 ainsi que des ONG locales, la législation vietnamienne, bien qu'elle soit correcte, est parfois mal, partiellement, voire pas du tout, appliquée.

En effet, si le ministère de la Justice a indiqué avoir établi des mises à jour juridiques concernant les nouveaux amendements et formé des juges à leur bonne application, le gouvernement n'a toujours pas publié de circulaire officielle guidant l'application de ces révisions. Les procureurs et les professionnels de la justice ont mis en avant ce manque d'orientation qui a d'ailleurs conduit à l'échec de la conclusion de huit affaires qu'ils avaient engagées contre quatorze trafiquants présumés. De plus, si le Commandement des gardes-frontières (*Vietnam Border Guard*

Command) sous la direction du ministère de la Défense a récemment mis en place un groupe de travail spécialement chargé de conduire des contrôles et des enquêtes dans les zones frontalières les plus exposées au crime et à la traite, aucune donnée sur leurs réalisations n'est disponible ou communiquée (US Department of State, juin 2018).

Par ailleurs, le manque significatif de coordination entre les autorités centrales et les autorités provinciales, dû à des contraintes budgétaires, une mauvaise compréhension de la législation en vigueur par les fonctionnaires locaux, une confusion des autorités locales quant au rôle et aux responsabilités que détiennent les différentes provinces dans le contexte général du Plan d'action national, sont des obstacles importants à l'application homogène et efficace de la loi sur l'ensemble du territoire vietnamien. En effet, le gouvernement décentralise ses responsabilités financières en encourageant les autorités locales à financer elles-mêmes les programmes de lutte contre la traite, ce qui empêche tout progrès vers une réelle coordination des moyens pour un combat effectif contre l'exploitation sous toutes ses formes (US Department of State, juin 2018).

D'après le ministère de la Sécurité publique, les gardes-frontières et les envoyés diplomatiques en relation avec les pays voisins, il a été identifié, en 2018, 350 cas de traite à des fins de travail forcé et d'exploitation sexuelle (contre 234 en 2016) impliquant plus de 500 criminels présumés (contre 308 en 2016). Les procureurs ont déclaré avoir engagé des poursuites contre 245 accusés pour des infractions de traite, et le système judiciaire a obtenu 244 condamnations avec des peines de 3 ans à 30 ans d'emprisonnement (US Department of State, juin 2018). À titre d'exemple, la Cour pénale de la ville de Can Tho a condamné, en juin 2016, six femmes vietnamiennes à des

peines de 5 à 13 ans d'emprisonnement pour des faits d'exploitation sexuelle. Elles avaient forcé des jeunes filles vietnamiennes à se prostituer dans des *coffee shops* en Malaisie où elles leur avaient promis un travail de serveuse (*Thanh Nien News*, 11 juin 2016).

Parallèlement, Nguyen Xuan Lap, directeur du département de la prévention et de la lutte contre les vices sociaux au ministère du Travail, des Invalides de guerre et des Affaires sociales, a indiqué qu'il y aurait eu, en 2017, 1 177 interventions de la police débouchant sur 3 053 arrestations (1 316 trafiquants et proxénètes et 976 personnes prostituées) (AAT, 2017).

Ces chiffres sont encourageants mais, selon l'avocate américaine Christa Crawford, les obstacles résident dans « le fait que personne ne veut témoigner contre les agents ou les gangs impliqués dans le trafic. Étant donné qu'il n'existe pas de programmes de protection de témoins dans ce domaine, la crainte de représailles est un facteur dissuasif. Peu d'affaires donnent donc lieu à une condamnation » (*Chronique ONU*, février 2003). En effet, même si le gouvernement vietnamien encourage les victimes à participer et apporter leur aide dans les procédures judiciaires en leur garantissant une protection et une compensation financière, la majorité d'entre elles demeure silencieuse (US Department of State, juin 2018). Pourtant, l'ONG *Alliance Anti-Trafic* (AAT), qui intervient exclusivement à Hô-Chi-Minh-Ville en luttant pour l'élimination de l'exploitation sexuelle et la protection des victimes, souligne une réelle absence de réactions de la part des services de police vietnamiens. En 2017, AAT a soutenu 19 victimes qui voulaient porter plainte et dénoncer leurs trafiquants. Alors que les dépositions avaient été enregistrées et les noms des trafiquants dévoilés, aucun d'entre eux n'a été arrêté et aucune poursuite judiciaire n'a été enclenchée.

Un état des lieux inquiétant

Le Vietnam est un pays d'origine et, dans une moindre mesure, de destination pour des femmes, des hommes et des enfants victimes de traite à des fins d'exploitation sexuelle. De nombreuses victimes sont envoyées vers les pays voisins. Dans le sud du pays, la traite concerne des victimes exploitées en Malaisie, en Thaïlande, au Cambodge ou encore à Singapour. Les victimes des provinces du centre sont davantage envoyées vers les pays européens tels que le Royaume-Uni ou la France, alors que les victimes originaires du nord du Vietnam sont exploitées vers la Chine, la Corée du Sud ou Taiwan.

Le Vietnam connaît également un problème de traite interne avec des femmes et des enfants en provenance des zones rurales, victimes de la traite qui sont envoyées vers les centres urbains. Le pays est également de plus en plus une destination pour le tourisme sexuel, attirant des Japonais, des Chinois, des Sud-Coréens, mais également de plus en plus d'Occidentaux tels que des Britanniques, des Australiens, des Nord-Américains. En effet, il est à noter que le pays a connu cette année une croissance impressionnante dans le secteur du tourisme. Les statistiques communiquées par le ministère de la Culture, des Sports et du Tourisme, ont révélé que, de janvier à avril 2018, le pays a accueilli 5 547 314 touristes, soit une augmentation de 29 % par rapport à la même période en 2017. Si le pays attire sans aucun doute grâce à sa richesse culturelle, il est clair que, sans doute, se cachent parmi ces touristes un bon nombre de clients venus au Vietnam pour le sexe.

S'agissant du nombre de Vietnamiennes victimes d'exploitation sexuelle, beaucoup d'acteurs de la société civile témoignent des différences importantes entre les estimations officielles communiquées par le

gouvernement et la réalité. Nguyen Xuan Lap a déclaré dans une interview à la presse du 28 mars 2018 qu'il y aurait, selon les données de l'année 2017, 15 000 personnes prostituées au Vietnam, dont 25 % d'hommes. Selon l'Université des sciences humaines d'Hô-Chi-Minh-Ville, tout chiffre officiel doit être multiplié par 10 pour espérer se rapprocher des chiffres réels. L'Université indique avoir dénombré près de 10 000 cas de prostitution rien que dans les bars à karaoké de la ville (AAT, 2017). Au Vietnam, la prostitution s'exerce principalement en extérieur. AAT estime à 30 % la prostitution *indoor* (*coffee shops*, bars, bordels) et à 70 % la prostitution *outdoor* (jardins publics, parcs, rues). Hommes, femmes et enfants, ces derniers représentant 10 % des victimes, sont prostitués à Hô-Chi-Minh-Ville, et si 19,3 % d'entre eux en sont originaires, la plupart (80,7 %) viennent des zones rurales. Ces personnes, issues des milieux les plus pauvres et, bien évidemment, les plus vulnérables, sont prostituées dans la rue, les parcs, parfois même sur les trottoirs à la vue de tous alors que les étudiantes de la capitale sont plutôt prostituées dans les *coffee shops* ou les bars à karaoké.

L'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC) a révélé, dans son Rapport mondial sur la traite des êtres humains de 2016, que des victimes vietnamiennes de la traite se trouvaient dans différents pays du monde. AAT estime qu'il y aurait 20 000 cas de personnes vietnamiennes prostituées à l'étranger.

Le Royaume-Uni est depuis quelques mois au cœur d'une série d'affaires de prostitution impliquant des victimes vietnamiennes. Enlevées au Vietnam puis exploitées en Chine, en Fédération de Russie et au Royaume-Uni en passant par la France. Des témoignages révèlent un important trafic transfrontalier (*Independent*, 13 septembre 2017). À leur

arrivée au Royaume-Uni, les victimes sont enfermées, leurs papiers d'identité confisqués et si le *Home Office* leur accorde bien souvent le statut de victime d'esclavage moderne, la protection étatique qui leur est offerte ne suffit pas à garantir leur intégration qui reste très difficile, à cause de la barrière de la langue et de l'isolement dont elles font l'objet, alors qu'un retour au pays est quasiment impossible (*Independent*, 13 septembre 2017). En janvier 2018, trois membres de nationalité vietnamienne de l'une des bandes d'esclavage moderne les plus organisées ont été jugés et emprisonnés pour avoir forcé des adolescentes vietnamiennes à se prostituer dans des bars à ongles de la ville de Bath (*Independent*, 2 janvier 2018). Un rapport du Commissaire indépendant anti-esclavage, publié en septembre 2017, a révélé que 1 747 ressortissantes vietnamiennes auraient été des victimes présumées de la traite au Royaume-Uni entre 2009 et 2016 (Silverstone et Brickell, septembre 2017).

Alors que des Vietnamiennes sont victimes de la traite et envoyées en Europe, d'autres sont enlevées et exploitées dans les pays voisins, principalement en Chine, où le phénomène des trafics de mariées se fait de plus en plus visible.

Le phénomène grandissant des « Brides Trafficking » vers la Chine

La population vietnamienne est l'une des plus connectées dans le monde et Facebook est le réseau le plus populaire dans le pays, atteignant les populations jusque dans les petits villages ruraux. Depuis quelques années, un phénomène bouleverse de nombreuses familles, dû notamment à cette hyper-connexion qui met en danger les jeunes filles des milieux les plus vulnérables : les trafics de mariées vietnamiennes vers la Chine à des fins d'esclavage sexuel. Le procédé le plus courant consiste à mettre en rapport de

jeunes villageoises, très souvent mineures, avec des jeunes hommes sur les réseaux sociaux. Ces derniers, issus eux-mêmes de milieux très pauvres, sont recrutés par les trafiquants pour « appâter » des jeunes filles. Ces adolescentes, naïves et peu conscientes des risques, font facilement confiance à des garçons de leur âge et de leur ethnie (*The Guardian*, 26 août 2017). Les jeunes se rencontrent, souvent dans des lieux éloignés des villages où les jeunes filles n'ont plus aucun repère. Elles sont alors enlevées, emmenées jusqu'à la frontière chinoise puis vendues à des trafiquants.

Certaines se font par ailleurs piéger par de fausses promesses d'emploi et sont vendues comme esclaves sexuelles à leur arrivée en Chine. D'autres encore sont trompées par un proche qui leur promet un travail et les conduit à la frontière pour les vendre (*This Week in Asia*, 17 juin 2018).

La province de Lào Cai (située au nord du Vietnam), l'une des plus pauvres du pays, est très connue pour ce type de phénomène (UNICEF Vietnam, 2016) qui entraîne de fréquentes disparitions de jeunes adolescentes, souvent issues des ethnies minoritaires et vulnérables, telle que les H'mong (*ABC News*, 21 avril 2018). Le trafic se développe tout particulièrement vers la Chine où la politique de l'enfant unique et les infanticides sur les bébés de sexe féminin causent un important et alarmant déséquilibre des genres. L'Académie chinoise des sciences sociales estime qu'il y aura en 2020 environ 30 à 40 millions d'hommes chinois de plus que de femmes chinoises en âge de se marier (*The Guardian*, 26 août 2017). Ainsi, et en particulier dans les provinces chinoises les plus éloignées, des hommes compensent ce déséquilibre en « s'achetant », pour plusieurs dizaines de milliers de yuans, une jeune fille vietnamienne qui deviendra alors leur esclave sexuelle et domestique.

Il n'existe aucun chiffre officiel concernant le nombre de jeunes filles disparues et vendues à l'étranger. Mais les statistiques officielles du Département de la police générale démontrent qu'entre 2011 et 2017 près de 6 000 victimes de traite ont été identifiées ; près de 600 d'entre elles ont réussi à retourner au Vietnam, après plusieurs années d'isolement et d'esclavage sexuel (*This Week in Asia*, 17 juin 2018). En moyenne, près de 100 jeunes filles sont rapatriées chaque année de Chine au Vietnam, dans la province de Lào Cai (*ABC News*, 21 avril 2018). Les chiffres officiels sont largement sous-évalués par rapport aux chiffres réels. La police indique que la vente d'enfants destinés à des mariages forcés est monnaie courante dans les provinces proches de la frontière chinoise et en inquiétante augmentation (*ABC News*, 21 avril 2018). Pourtant, les autorités vietnamiennes peinent à réagir. En effet, les zones frontalières manquent cruellement de moyens humains et financiers. La coopération avec les autorités chinoises n'est pas toujours très fluide bien qu'en net progrès, d'après Nguyen Tuong Long, chef du Département de la prévention sociale à Lao Cai (*CNN*, 19 avril 2016). Les autorités chinoises, quant à elles, ont rapporté avoir secouru, en 2016, 207 Vietnamiennes piégées dans un réseau de trafic transfrontalier qui n'impliquait pas moins de 61 groupes (*The Guardian*, 26 août 2017). De surcroît, en pratique, la trace des victimes est souvent très difficile à retrouver lorsqu'elles ont déjà été vendues et isolées de tout moyen de communication.

Peu à peu, les familles commencent à témoigner et se battent pour faire réagir les autorités tant vietnamiennes que chinoises.

D'après Dang Thi Thanh Thuy, membre de l'ONG *Hagar International* qui aide les femmes et les enfants rescapés de l'esclavage sexuel, le retour d'une victime,

qu'elle se soit échappée ou qu'elle ait été secourue par la police, est très difficile et ne fait qu'accentuer le traumatisme psychologique qu'elle subit. En effet, ces jeunes adolescentes sont très souvent stigmatisées au sein de leur communauté, traitées de « filles faciles », de « China girls », elles se retrouvent alors encore plus isolées dans leur drame (*This Week in Asia*, 17 juin 2018). Certaines sont inquiètes de ne plus jamais pouvoir se « remarier » au Vietnam. Le système vietnamien n'offre pas encore de système d'assistance et de soutien psychologique à toutes ces jeunes filles qui font face à une réelle stigmatisation de la part d'une société qui répond au problème de la traite en condamnant les victimes. De plus, alors même que certains trafiquants sont parfois identifiés, une infime minorité d'entre eux est poursuivie, la corruption étant toujours très présente dans les zones rurales où les autorités locales dissimulent les affaires. D'après N. Xuan Lap, c'est un « véritable jeu du chat et de la souris : plus les lois anti-traite se renforcent, plus les trafiquants s'organisent en conséquence », d'où ce développement soudain du recrutement sur Internet (*The Guardian*, 26 août 2017).

Si la sensibilisation à la traite des femmes se répand peu à peu au Vietnam, il reste beaucoup à faire. Que ce soit au niveau politique ou social, ce phénomène n'est malheureusement pas encore pris suffisamment au sérieux bien qu'il augmente constamment, faisant des milliers de victimes chaque année.

Les défis sanitaires

Viols, tabassages, stigmatisation, insultes, malnutrition, dépression, violences et menaces à l'égard de leur famille : tel est le quotidien de milliers de personnes prostituées dans le monde. AAT en est régulièrement témoin au Vietnam. Par ailleurs, le VIH/Sida est le problème de

santé majeur, faisant quotidiennement de nouvelles victimes. Selon AAT, en 2017, 21,7 % des rapports étaient non protégés (contre 23 % en 2015). L'ONG constate ainsi une légère amélioration, probablement due aux campagnes de sensibilisation et au travail des ONG locales. Il est à noter qu'il s'agit de statistiques établies selon une moyenne de tous les lieux de prostitution de la ville, tout en sachant qu'il y a davantage de rapports non protégés en *outdoor* qu'en *indoor*.

D'après AAT, il n'existe pas au Vietnam de structures de santé spécifiquement réservées aux personnes prostituées, mais elles ont évidemment accès au système national de santé qui est confidentiel et accessible à tous pour la somme d'environ 20 EUR par an. Depuis 2015, AAT met en place des programmes de suivi et de traitement médical à destination des personnes prostituées de Hô-Chi-Minh-Ville et prend en charge près de 3 000 personnes par an. Si très peu d'initiatives locales parviennent à élaborer des programmes pour la protection des victimes, tant les fonds alloués à ce type de mission sont modestes, AAT tente de combler les carences gouvernementales dans la prise en charge de ces victimes d'exploitation sexuelle, considérant que les autorités publiques peinent à agir efficacement.

Initiatives gouvernementales : de timides efforts

D'après le Département d'État américain, il y a peu de débats publics et médiatiques concernant le fléau de l'exploitation sexuelle au Vietnam bien que le gouvernement montre quelques efforts pour prévenir et sensibiliser à la prostitution (US Department of State, juin 2018). Ainsi, depuis 2015, la police et le ministère du Travail, des Invalides de Guerre et des Affaires sociales affirment tendre vers une

« éradication de la prostitution » avec l'espoir de travailler étroitement en collaboration avec des ONG locales. D'après ces dernières, le point de départ dans la lutte et l'éradication de la traite et de l'exploitation sexuelle est de mettre en place un dispositif de réelle prise de conscience auprès de l'ensemble de la population vietnamienne, qu'il s'agisse des victimes, des clients et des trafiquants mais également de tout citoyen ordinaire. Parallèlement, le gouvernement tente de légaliser la prostitution et de créer des zones urbaines réglementées appelées « les lanternes rouges », auxquelles s'oppose la police. Pourtant, chaque année depuis 2013, le gouvernement propose ce projet de loi de légalisation au Parlement qui, pour l'instant, le rejette (AAT, 2017).

Par ailleurs, les autorités gouvernementales semblent faire quelques efforts au niveau du travail de prévention de la traite. En 2016, le gouvernement a adopté son Programme de prévention et de lutte contre la prostitution pour une période de quatre ans (*Prostitution prevention and combating program, 2016-2020*), visant à tenter de réduire la demande en lançant des campagnes de sensibilisation auprès des clients, qu'ils soient locaux ou étrangers. Les autorités publiques mettent également en place des campagnes de sensibilisation dans les écoles des milieux ruraux, et le ministère de l'Information et de la Communication a demandé aux médias officiels de diffuser des reportages pour sensibiliser le public à la traite et à l'exploitation sexuelle (US Department of State, juin 2018). Pourtant, d'après AAT, la réalité révèle un travail de prévention davantage exercé par les ONG locales plutôt que par les autorités publiques, intervenant auprès des populations les plus vulnérables jusque dans les provinces rurales les plus reculées.

Cependant, le gouvernement vietnamien semble par ailleurs avoir réduit ses efforts dans la protection des victimes de traite. Si, en 2016, les autorités identifiaient 1 128 victimes, l'année 2017 a été moins concluante puisque 670 personnes ont été recensées et libérées des réseaux d'exploitation. En 2017, le gouvernement indique avoir porté assistance à 500 victimes, contre 600 en 2016 en leur offrant des soins médicaux ainsi qu'une assistance légale et financière (US Department of State, juin 2018). Quelles en sont les raisons ? Le gouvernement invoque évidemment un manque de moyens. Il n'a pas consacré de fonds suffisants pour la protection des victimes en 2017 et se décharge de cette responsabilité financière sur les autorités provinciales en les poussant à financer elles-mêmes les programmes d'assistance aux victimes. Mais un tel manque de moyens ne cacherait-il pas plutôt un manque de volonté de la part du gouvernement vietnamien alors que la population est de plus en plus victime de la traite ? AAT souligne que le gouvernement a tendance à fermer les centres de protection et de réinsertion des victimes de l'exploitation sexuelle plutôt que de financer leur fonctionnement. Ainsi, les actions des ONG locales se retrouvent entièrement financées par des fonds étrangers.

Des recommandations pour un réel espoir de changement au Vietnam

D'après la police, les médias et les ONG, la prostitution vietnamienne est en constante augmentation.

Tout d'abord, s'agissant de l'exploitation sexuelle des mineurs qui inquiète un bon nombre d'acteurs, l'ONU a indiqué être sérieusement préoccupée par l'ampleur des abus sexuels et de l'exploitation commis sur des enfants au Vietnam. L'organisation met en garde les autorités vietnamiennes et

indique qu'il est absolument essentiel de renforcer le système de protection de l'enfance et continuer à investir en ressources humaines et financières, y compris dans la formation de travailleurs sociaux, qualifiés pour porter une assistance spécialisée à ces victimes les plus vulnérables. Dans le même temps, le pays doit investir davantage dans la prévention. L'ONU indique vouloir collaborer étroitement avec le gouvernement vietnamien afin de renforcer les lois visant à prévenir les violences sexuelles et la traite des enfants (*United Nations Viet Nam*, 17 mars 2017).

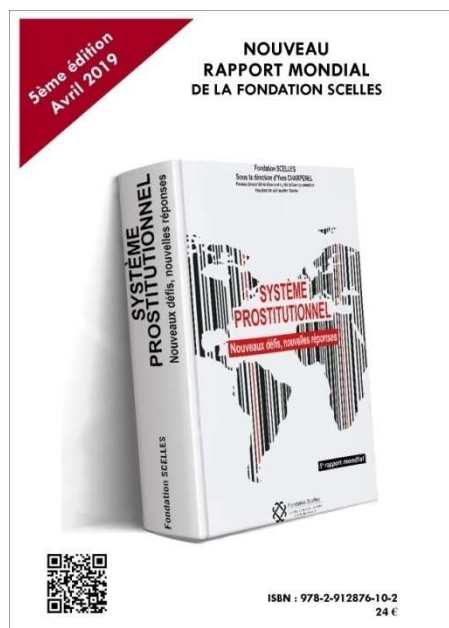
Par ailleurs, le 14 juillet 2017, un colloque organisé par l'ONUDC sur « l'exploitation sexuelle des enfants dans le tourisme : une analyse des cadres juridiques nationaux » s'est tenu à Hanoï, conjointement avec le ministère vietnamien de la Justice et l'Agence japonaise de coopération internationale, réunissant des agents de l'État, des organisations internationales, des chercheurs, des juristes et des travailleurs sociaux (*ONUDC Vietnam*, 14 juillet 2017). Les discussions ont été principalement centrées sur des recommandations pour de futures mesures et réformes juridiques concernant l'exploitation sexuelle des enfants, en particulier autour du tourisme sexuel impliquant des mineurs. Nguyen Thi Kim Thoa, directrice générale du Département du droit pénal et administratif du ministère de la Justice, a mentionné la prise de conscience du gouvernement en soulignant qu'il avait adopté de nombreux programmes d'action, mais affirmé qu'une telle situation devenue aussi complexe ces dernières années requiert toujours davantage d'efforts pour agir activement dans la protection et la prévention de l'exploitation sexuelle des enfants.

Sources

VIETNAM, in : Fondation Scelles, Charpenel Y. (sous la direction), *Système prostitutionnel : Nouveaux défis, nouvelles réponses (5^{ème} rapport mondial)*, Paris, 2019.

Concernant l'exploitation sexuelle au Vietnam dans son ensemble qui fait chaque année des milliers de victimes, hommes, femmes et enfants, le Département d'État américain établit dans son rapport de 2018 quelques recommandations à l'attention du gouvernement pour le guider dans sa lutte contre ce fléau (US Department of State, juin 2018). Il met en avant la nécessaire et urgente collaboration entre les différents acteurs gouvernementaux et les autorités à tous les niveaux afin d'être en mesure de mettre en application les différents textes législatifs et programmes nationaux. Il apparaît essentiel pour le gouvernement central de définir les rôles et les responsabilités de chacun. Le gouvernement devrait également développer des lignes directrices indiquant à ses fonctionnaires, qu'ils soient centralisés ou non, la façon d'appliquer les textes de manière homogène sur l'ensemble du territoire, en priorité en ce qui concerne l'identification des victimes. S'agissant de la répression, les professionnels de la justice devraient se voir indiquer des directives communes afin de mettre en place des mécanismes concrets et efficaces permettant d'aboutir à davantage d'arrestations et de condamnations. Enfin, un travail de prévention et d'« éducation des consciences » est absolument nécessaire sur l'ensemble du territoire et plus particulièrement dans les régions rurales et éloignées afin de faire reculer les stigmatisations et les inégalités entre les genres, à l'origine de l'exploitation sexuelle.

- « Three jailed for duping Vietnamese women into prostitution in Malaysia », *Thanh Nien News*, 29 juin 2016.
- Alliance Anti-Traffic Vietnam (AAT Vietnam), *2017 Annual Report*, Ho Chi Minh City, 2017.
- Boykoff P., Field A., « Vietnamese girls smuggled into China and sold as child brides », *CNN*, 19 avril 2016.
- Dearden L., « Police warn modern slaves "staffing nail bars across UK" as Vietnamese gang jailed in landmark case », *Independent*, 2 janvier 2018.
- Duong Y., « From Vietnam, without love: The child brides of China », *This Week in Asia*, 17 juin 2018.
- Etchingham J., « Slaves on our streets: The Vietnamese girls trafficked into London to work as a prostitute », *Independent*, 13 septembre 2017.
- Flamm M., « Exploitées, pas éduquées : L'exploitation des femmes et des enfants en Asie du Sud-Est », *Chronique ONU*, Vol. XL, n° 2, février 2003.
- Hodal K., « Trafficking and exploitation in focus, "I hope you're ready to get married" in search of Vietnam's kidnapped brides », *The Guardian*, 26 août 2017.
- Lovett L., « Vietnam wakes up to its human trafficking problem », *IRIN*, 2 septembre 2016.
- Morris S., « Trio who used trafficked girls to work in nail bars jailed under slavery laws », *The Guardian*, 2 janvier 2018.
- Nguyen H., « Revised Vietnam law sheds light on sex abuse of boys », *East Asia*, 28 juin 2018.
- Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) Vietnam, « Vietnam enhances legal frameworks to protect children from sexual exploitation », *ONUDC Vietnam*, 14 juillet 2017.
- Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), *Global report on trafficking in persons*, décembre 2016.
- Organisation des Nations Unies (ONU), *Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030*, Assemblée générale, Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 25 septembre 2015, 70^e session, Point 15 et 116 de l'ordre du jour, Réf. « A/RES/70/1* », 21 octobre 2015.
- Osborne Z., « Vietnamese teen's escape from the China trafficking trade that sold her mother », *ABC News*, 21 avril 2018.
- Silverstone D. (Dr), Brickell C. (Dr), *Combating modern slavery experienced by Vietnamese nationals en route to, and within, the UK*, Independent Anti-Slavery Commissioner, septembre 2017.
- Suntikul W., Butler R., Airey D., « A Periodization of the Development of Vietnam's Tourism Accommodation since the Open Door Policy », *Asia Pacific Journal of Tourism Research*, 2008.
- Tram M., « Three Vietnamese women jailed for sex trafficking of minor », *Thanh Nien News*, 11 juin 2016.
- US Department of State, *Trafficking in Persons Report*, juin 2018.
- UNICEF Vietnam, Lao Cai People's Committee, *Report on situation analysis of children in Lao Cai*, Hanoi, 2016.
- Vietnam Association for Protection of Child's Rights (VACR), ECPAT International, *Sexual Exploitation of Children in Vietnam*, Submission 9 July 2018 for the Universal Periodic Review of the human rights situation in Vietnam, to the Human Rights Council, 32th Session (January-February 2019), UPR third cycle 2017-2021, 9 juillet 2018.
- Vigneault-Dubois L., « The UN is seriously concerned about the magnitude of child sexual abuse in Vietnam », *United Nations Viet Nam*, 17 mars 2017.



Le Rapport mondial est réalisé par l'Observatoire international de l'exploitation sexuelle, en collaboration avec des experts internes et externes (magistrats, avocats, travailleurs sociaux, dirigeants d'ONG...) et avec l'aide de contacts privilégiés auprès d'ONG locales ou de chercheurs internationaux.



La **Fondation Jean et Jeanne Scelles**, reconnue d'utilité publique depuis 1994 et bénéficiant du statut consultatif ECOSOC, est une organisation installée à Paris (France) dont le but est la lutte contre le système prostitutionnel. Par nos travaux d'analyse, de plaidoyer et de sensibilisation, nous nous engageons à connaître, comprendre et combattre l'exploitation sexuelle commerciale. La **Fondation Jean et Jeanne Scelles** est membre fondateur de la Coalition pour l'Abolition de la Prostitution (CAP International) lancée en 2013, qui réunit 28 ONG abolitionnistes dans 22 pays.

L'**Observatoire international de l'exploitation sexuelle**, département de recherche et développement de la Fondation Jean et Jeanne Scelles, est un carrefour de renseignements, de rencontres et d'échanges d'informations sur l'exploitation sexuelle commerciale dans le monde. Il est régulièrement consulté par des experts français et étrangers : associations, institutions, journalistes, juristes, chercheurs et personnes concernées par la défense des droits humains. L'**Observatoire international de l'exploitation sexuelle** a pour objectif :

- d'analyser ce phénomène sous tous ses aspects : prostitution, tourisme sexuel, proxénétisme, pornographie infantine, traite d'êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle commerciale...
- de permettre la réflexion et les prises de position
- d'informer tout public intéressé par ces questions

CONTACT

Sandra AYAD, Responsable de l'Observatoire international de l'exploitation sexuelle
sandra.ayad@fondationscelles.org

14 rue Mondétour
75001 Paris - France



www.fondationscelles.org
Tw: @Fond_Scelles
Fb: @FondationScelles